

## Archives communistes MLM

---

**ETA**

**Communiqués au sujet de  
l'exécution de Carrero Blanco**

**Décembre 1973**

### COMMUNIQUÉ NUMÉRO 1

L'organisation révolutionnaire socialiste basque de libération nationale *Euskadi Ta Askatasuna* (ETA) revendique la responsabilité de l'attentat qui a entraîné, ce jeudi 20 décembre 1973, la mort de Luis Carrero Blanco, président de l'actuel Gouvernement espagnol.

Tout au long des luttes, en Euskadi-Sud et dans les autres territoires de l'État espagnol, la répression a clairement démontré son caractère fasciste en arrêtant, en emprisonnant, en torturant et en assassinant tous ceux qui combattent pour la liberté de leur peuple.

En un très court laps de temps, les forces fascistes criminelles au service de la grande bourgeoisie espagnole ont assassiné neuf de nos camarades (Txabi, Txapela, Xanki, Mikelon, Iharra, Txikia, Jon, Beltza et Josu), ainsi que d'autres militants et patriotes

basques, pour le simple fait d'avoir défendu leurs droits les plus élémentaires.

L'opération réalisée par ETA, et qui visait l'appareil de pouvoir de l'oligarchie espagnole en la personne de Luis Carrero Blanco, doit être interprétée comme la juste riposte révolutionnaire de la classe ouvrière et de tout le peuple basque à l'assassinat de nos neuf camarades de ETA et de tous ceux qui ont œuvré et œuvrent encore à la libération définitive de l'humanité de toute espèce d'exploitation et d'oppression.

Luis Carrero Blanco - un des hommes « durs » du régime, auteur d'une violente politique répressive - était la clé de voûte du système franquiste, le garant de sa continuité et de sa stabilité; il est certain qu'avec sa disparition, les tensions qui opposaient entre elles les différentes tendances associées au régime fasciste du général Franco (Opus Dei, Phalange, etc.) vont s'accroître de manière dangereuse pour le pouvoir.

C'est pourquoi nous considérons que l'action menée à bien contre le président du Gouvernement espagnol constitue sans aucun doute un grand pas en avant dans la lutte contre l'oppression nationale et pour le socialisme en Euskadi, ainsi que pour la liberté de tous les exploités et opprimés dans l'État espagnol.

Les travailleurs et le peuple entier en Euskadi, en Espagne, en Catalogne et en Galice, ainsi que tous les démocrates, révolutionnaires et antifascistes dans le monde, sont aujourd'hui débarrassés d'un ennemi de taille. La lutte continue.

En avant pour la libération nationale et pour le socialisme

**GORA EUSKADI ASKATUTA!**

**GORA EUSKADI SOZIALISTA!**

Euskadi Ta Askatasuna

## COMMUNIQUÉ NUMÉRO 2

Euskadi Ta Askatasuna (ETA) réaffirme qu'elle revendique l'entière responsabilité de l'exécution de Luis Carrero Blanco.

Le commando Txikia, qui a concrètement mené à bien cette opération, se trouve actuellement en lieu sûr, et en parfaite santé.

L'exécution de Luis Carrero Blanco constitue une juste riposte à la vague de violences que son gouvernement a infligée au peuple basque, et à laquelle neuf militants de ETA ont dû de perdre la vie.

Nous démentons catégoriquement les déclarations d'organismes ou de personnes étrangères à ETA (tels que M. Leizaola, président du Gouvernement basque [en exil], ou le Plénum du CE du Parti communiste d'Espagne), tendant à nier notre responsabilité dans l'exécution de Luis Carrero Blanco.

Une telle attitude reflète, à notre avis, un grave défaut d'honnêteté politique, incompréhensible de la part de gens qui s'auto-proclament les leaders de l'opposition au régime franquiste.

Nous sommes fermement décidés à persévérer dans la même ligne d'action si la répression continue à s'acharner sur les travailleurs et sur le peuple d'Euskadi.

Nous frapperons de nouveau le pouvoir fasciste, en choisissant les personnes, les lieux et les instants qui nous sembleront les plus propices.

GORA EUSKADI ASKATUTA!

GORA EUSKADI SOZIALISTA!

Euskadi, 22 décembre 1973,

Euskadi Ta Askatasuna

## COMMUNIQUÉ NUMÉRO 3

Plusieurs organes d'information européens se sont faits l'écho des déclarations d'un prétendu militant de ETA, selon lesquelles « s'ils touchent à un seul cheveu d'un réfugié, avant un mois il y aura mille morts à Madrid. Nous sommes prêts à faire sauter le métro, s'il le faut ».

Cette déclaration, prêtée à « un responsable militaire du mouvement », ne peut venir que d'un provocateur, ou de l'imagination irresponsable de quelque journaliste.

Nous regrettons profondément que certains groupes qui se proclament révolutionnaires et antifascistes aient jugé bon, au moyen des organes d'information dont ils disposent, de se saisir d'une déclaration aussi absurde pour essayer de discréditer la cause du peuple basque, alors qu'ils connaissent fort bien nos fins et nos moyens.

Nous sommes des révolutionnaires basques, et non des assassins terroristes; nous savons distinguer nos amis de nos ennemis, parmi lesquels nous ne rangeons que les grands capitalistes espagnols et tout l'appareil fasciste à leur service.

Dans notre lutte pour l'indépendance et le socialisme en Euskadi, nous considérons les travailleurs et tout le peuple espagnol comme nos alliés.

C'est pourquoi nous considérons que les déclarations mentionnées cidessus, tout comme l'attitude de ceux qui s'en font l'écho, ne peuvent que nuire à la bonne entente de tous ceux qui combattent le régime franquiste pour la liberté de leur peuple.

GORA EUSKADI ASKATUTA!

GORA EUSKADI SOZIALISTA !

Euskadi, 26 décembre 1973

Euskadi Ta Askatasuna

## **COMMUNIQUÉ NUMÉRO 4**

Les organes d'information espagnols, au service du Gouvernement franquiste, ont entamé une nouvelle campagne de propagande à la suite de l'exécution de Carrero Blanco.

Ainsi qu'il l'a déjà fait à plusieurs reprises, l'État espagnol s'efforce d'établir une relation entre l'ensemble de notre activité révolutionnaire, qui s'exerce en Euskadi-Sud ou sur le reste du territoire espagnol, et les réfugiés basques qui bénéficient de l'asile politique en Euskadi-Nord ou dans l'État français en général.

Selon certains milieux officiels, le Gouvernement franquiste essaie d'obtenir l'extradition de plusieurs réfugiés basques, qu'il accuse d'être directement responsables de l'exécution de « l'éminence grise » du régime, cela en dépit des preuves irréfutables par lesquelles plusieurs d'entre eux ont démontré leur non-participation à l'attentat.

La possibilité d'une telle expulsion est réelle : tout le monde connaît les étroites relations qui unissent les deux États.

A plusieurs occasions, déjà, Paris a cédé aux exigences répressives du Gouvernement espagnol.

Aussi, et bien que ETA combatte pour la liberté du peuple basque précisément afin de lutter contre le fascisme, il est probable que Pompidou et son Gouvernement céderont aux pressions du pouvoir franquiste.

Il est évidemment impossible d'affirmer catégoriquement que les extraditions demandées seront accordées, mais on peut tenir pour assuré que l'État français ne restera pas longtemps insensible aux exigences franquistes : on doit dès lors s'attendre à des expulsions de réfugiés basques soit d'Euskadi-Nord, soit de tous les départements frontaliers, soit même de l'ensemble du territoire français.

Cependant, les réfugiés n'ont aucun lien organisationnel avec ETA, qui ne déploie son activité, n'envisage la préparation et l'exécution de ses opérations, qu'en Euskadi-Sud ou dans le reste de l'État espagnol.

L'administration française n'a jamais pu démontrer, à cette date, que ETA disposait de « bases » en Euskadi-Nord ou en n'importe quelle autre partie du territoire de l'État français.

Nous affirmons au contraire que de telles « bases » n'existent que dans l'imagination du pouvoir dictatorial espagnol, qui par cette manoeuvre s'efforce d'une part de dissimuler la carence et l'inefficacité de ses services de sécurité, et d'autre part de pousser le Gouvernement français à prendre des mesures de représailles à l'encontre des réfugiés politiques basques.

Nous appelons tous les démocrates, antifascistes et révolutionnaires du monde entier, nous appelons l'opinion publique internationale à une mobilisation vaste et active contre les représailles qui menacent les réfugiés politiques basques.

**GORA EUSKADI ASKATUTA!**

**GORA EUSKADI SOZIALISTA !**

Euskadi, 28 décembre 1973